

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

DECISION DU PRESIDENT
DU 13 SEPTEMBRE 2021

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE TREIZE SEPTEMBRE,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°47 – AFFAIRES GENERALES – CONVENTION AD HOC DE MISE A DISPOSITION PARTAGEE DE LOCAUX A TREMBLAY-EN-FRANCE

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2131-1 et suivants, ainsi que son article L.2122-22,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération du conseil de territoire n°125, en date du 13 novembre 2017, relative à l'affirmation des priorités territoriales concernant les compétences partagées avec la Métropole du Grand Paris qui indique que les actions de soutien à l'entrepreneuriat, et plus particulièrement le service d'aide à la création d'activité et au suivi post-crédation sont à traiter prioritairement au niveau territorial,

Vu la délibération n°36 du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

Vu le dispositif de retour à l'emploi de proximité « Axel vos services pour l'emploi » porté par CDC Habitat,

Vu la convention AD HOC de mise à disposition partagée de locaux à titre gracieux établi entre l'EPT Paris Terres d'Envol et CDC Habitat,

Considérant que dans le cadre de sa politique en faveur de l'emploi et du développement économique, la commune de Tremblay-en-France souhaite maintenir une permanence de proximité d'accueil des porteurs de projet,

Considérant que la convention de mise à disposition du local est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 6 octobre 2021, puis renouvelable mensuellement par tacite reconduction jusqu'au 5 octobre 2026,

Considérant le souhait de l'EPT de développer ses permanences de proximité au plus près des habitants,

DECIDE

Article 1 **D'autoriser** l'occupation des locaux à usage de bureaux et de réception du public, situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 7 rue Paul Langevin à Tremblay-en-France (93290).

Article 2 **D'approuver** les conditions de la convention AD HOC de mise à disposition partagée de locaux à titre gracieux ainsi que les documents afférents.

Article 3 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire.

Pour extrait conforme


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210913-47-13-09-2021-AU
Date de télétransmission : 22/09/2021
Date de réception préfecture : 22/09/2021